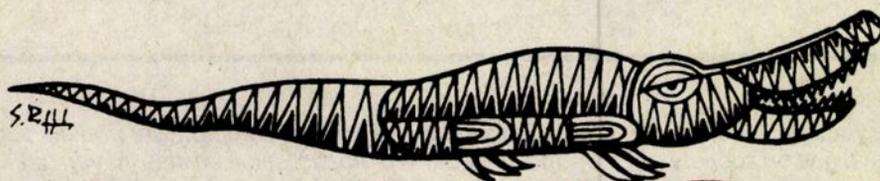


200



NOVEMBRE - DECEMBRE 1993
NOVEMBER - DECEMBER

CROCODILE

Lettre aux Parlements d'Europe - Fondée par Altiero Spinelli • Letter to the Parliaments of Europe - Founded by Altiero Spinelli

For the Reconstruction of the European Union « Ardennes Group » p. 3

L'IME à Francfort Christa Randzio-Plath, MPE p. 6

The Union as seen by Karlsruhe... .. et par Athènes p. 7

Towards European Elections p. 8

Paix et développement Bichara Khader p. 12

p. 16

A propos de démocratie et de solidarité

Le choc de l'élargissement a ouvert une réflexion sur l'équilibre des pouvoirs au sein du système institutionnel de l'Union. La discussion qui engage les gouvernements des Douze se développe - presque exclusivement - autour du poids de chaque Etat-nation au sein du Conseil.

Les gouvernements des Douze semblent croire que l'équilibre des pouvoirs entre les Etats-nation représente aujourd'hui la seule voie pour renforcer l'efficacité et le caractère démocratique de l'Union européenne. Les gouvernements semblent croire que la défense de l'Etat-nation représente le moyen le plus adéquat pour rapprocher les citoyens de la construction européenne.

Cette construction s'est pourtant développée, depuis son origine, autour de l'équilibre difficile - mais nécessaire - entre les pouvoirs nationaux et le pouvoir européen. Loin d'avoir réalisé un Etat fédéral, la construction communautaire s'est développée graduellement vers le renforcement du pouvoir européen - afin d'accroître l'efficacité de son action - et vers la fondation de l'Europe des citoyens - afin d'accroître son caractère démocratique.

Démocratie et efficacité étaient les buts fondamentaux des réformes que le Traité de Maastricht aurait du introduire pour réaliser l'union européenne. Les résultats des négociations intergouvernementales ont permis à la construction européenne d'atteindre très partiellement ces buts et le compromis boiteux élaboré par les diplomates

On Democracy and Solidarity...

The impact of enlargement has given rise to reflection on the balance of powers within the institutional system of the Union. With the governments of the Twelve the discussion is turning almost exclusively around the weight of each Nation State within the Council.

The governments of the Twelve seem to think that the balance of power amongst the Nation States represents today the only way of enforcing the efficiency and the democratic character of the European Union. The governments seem to think that the defence of the Nation State is the most appropriate means of involving citizens more closely in the construction of Europe.

However, since its beginning, this construction has developed around the difficult but necessary balance between national and European powers. Far from having realised a federal State, Community construction has gradually developed towards the strengthening of the power of Europe in order to increase the efficiency of its actions and towards the foundation of Europe of the citizens in order to increase its democratic character.

Democracy and efficiency were the fundamental aims of the reforms which the Treaty of Maastricht should have introduced to realise European Union. The result of the intergovernmental negotiations allowed European construction to achieve but partially



nationales n'est jamais apparu, aux yeux de l'opinion publique, comme étant une idée forte, digne du soutien populaire.

Depuis la signature du Traité de Maastricht, une campagne politique et médiatique a été lancée pour alerter les citoyens de l'Union sur les dangers d'un excès d'Europe et sur le fait que le pouvoir européen est en train de construire un Etat centralisé, bureaucratique et donc très peu démocratique.

Et pourtant, l'Europe est en train de subir un processus inverse de renationalisation et de naissance même de phénomènes dangereux de micronationalismes, qui assument souvent un caractère de discrimination ethnique et donc raciale. Ces phénomènes sont à l'origine de l'affaiblissement de l'« affectio societatis », qui était à la base de la construction européenne, et risquent de miner les sentiments de solidarité entre les peuples et les pays d'Europe.

Certains gouvernements nationaux veulent moins d'Europe, mais les citoyens de l'Union exigent une Europe plus efficace, démocratique et solidaire. Cette volonté de vouloir imaginer l'Europe comme un lieu de rencontres exclusives d'intérêts nationaux est finalement à la base de la tentative actuelle de mettre sous contrôle et de limiter le pouvoir de ceux qui représentent les intérêts communs au niveau européen: la Commission, le Parlement européen, la Cour de Justice.

L'Europe a besoin de plus de démocratie, pour rapprocher les citoyens aux institutions qui leur appartiennent et pour fonder son action sur leur consensus, et de plus de solidarité, pour combattre l'intolérance et arrêter le fléau apparemment inexorable du chômage. Démocratie et solidarité sont les éléments essentiels qui doivent guider l'action des institutions communautaires pour achever la réalisation d'une Union ouverte à tous les pays du Vieux Continent et pour doter l'Europe des moyens indispensables à la croissance, la compétitivité et l'emploi. Démocratie et solidarité sont les éléments essentiels d'une Union européenne sur base fédérale.

A nos lecteurs

Notre dernière lettre de 1993 porte le n. 50: onze lettres ont été rédigées par Altiero Spinelli, du mois d'octobre 1980 au mois de juin 1983, et trente-neuf ont été rédigées par le petit comité de fédéralistes qui a décidé de relancer la publication au printemps 1990. L'année européenne 1994 sera marquée par la quatrième élection au suffrage universel et direct du Parlement européen, qui aura lieu du 9 au 12 juin prochain. Nous essayerons de vous offrir nos informations et nos commentaires jusqu'au début de la campagne électorale. Nous vous demandons de bien vouloir soutenir notre effort, en renouvelant la contribution financière qui nous a été tellement nécessaire pendant ces trois ans: votre aide nous permettra de vous envoyer quatre lettres, avant de suspendre notre activité. Nous espérons vivement de pouvoir continuer lors de la prochaine législature européenne.

« Nous sommes bien conscients du fait qu'en vous écrivant en français et en anglais, qui ne sont ni l'une ni l'autre notre langue maternelle, nous risquons de commettre des fautes linguistiques plus au moins graves, et nous imposons, d'autre part, un effort supplémentaire à nous-mêmes qui écrivons et à quelques-uns d'entre vous qui nous lisez. Mais c'est là le destin de toute langue qui devient « koiné diálektos », « lingua franca ». Il en a été ainsi, par exemple, du latin et du grec, lorsqu'ils sont devenus les deux langues de communication courantes dans l'Empire romain. Veuillez donc, chers lecteurs, accepter de bonne grâce la médiocrité de notre langue. De notre côté, nous nous efforcerons de dire des choses qui méritent d'être lues. »

« We are aware that by writing to you in French or English, neither of which is our mother tongue, on the one hand we run the risk of making some serious grammatical mistakes, while on the other hand we are putting an additional strain on ourselves as authors, as well as on some of our readers. But that is the fate of any language which becomes a « koiné diálektos », a « lingua franca ». It happened, for example, in the case of Latin and Greek, when they became the two languages for everyday communication in the Roman Empire. Thus we ask our readers to make allowances for our mediocre prose. For our part, we promise to write things deserving to be read. »

(Altiero Spinelli, « Crocodile », octobre 1980)

these aims and the limping compromise worked out by the national diplomatic services has never been perceived by public opinion as being a powerful idea worthy of popular support.

Since the signature of the Treaty of Maastricht a political and media campaign has been launched to alert the citizens of the Union to the « dangers » of an excessive Europe and to the fact that European power is in the process of constructing a bureaucratic centralised State and therefore one which is scarcely democratic.

And yet Europe is going through an inverse process of re-nationalisation and of the birth of the dangerous phenomenon of micro-nationalism often containing elements of ethnic and therefore racial discrimination. These phenomena are at the basis of the weakening of the « affectio societatis » which was the cornerstone of European construction and risk undermining the solidarity feelings amongst the peoples and countries of Europe.

Certain national governments wish less Europe but the citizens of the Union demand a Europe with greater efficiency, democracy and solidarity. The will to see Europe as a meeting place exclusively of national interests is the reason for the present attempt to place under control and to limit the power of those who represent the common interest at European level: the Commission, the European Parliament, the Court of Justice.

Europe needs more democracy in order to bring the citizens closer to the Institutions which belong to them and in order to base its activities on their consent. Europe needs more solidarity in order to combat intolerance and to arrest the apparently inexorable scourge of unemployment. Democracy and solidarity are the essential elements for guiding the activities of the Community institutions towards achieving a Union open to all the countries of the old Continent and to give Europe the means necessary to deal with growth, competitiveness and employment. Democracy and solidarity are the essential elements of the European Union on a federal basis.



Pour la reconstruction de l'Union européenne

(un appel du Groupe « Ardennes »)

Les gouvernements des Douze ont marqué une étape significative sur la voie de la « grande Europe » en estimant que l'Union européenne pourrait s'élargir - d'ici le siècle prochain - jusqu'à 24 pays (les Douze, l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède, Malte, Chypre, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la République Tchèque, la Slovaquie) : mais tous les autres pays d'Europe ont fait de leur pleine intégration dans l'Union l'objectif final de leur politique vers le nouvel ordre européen.

L'unification sur base démocratique de tout le vieux continent devient à nouveau possible. Un nouvel ordre de paix, de justice et de développement économique équilibré - tel qu'il avait été imaginé, il y a cinquante ans, par les mouvements fédéralistes - pourrait finalement être fondé.

Le choc de l'élargissement - qui s'accompagne à la vision d'une Europe impuissante devant la montée de nationalismes ethniques sanglants et à l'augmentation, apparemment inexorable de chômeurs - est aujourd'hui une raison impérative pour entamer une réflexion urgente sur le modèle d'Union qui doit gouverner l'Europe pendant les prochaines années et pour avancer la réforme du Traité de Maastricht prévue en 1996.

La démolition du Traité de Maastricht

La réforme anticipée du Traité de Maastricht doit être affrontée avec des idées claires et avec fermeté par les gouvernements des Douze et par les forces économiques et sociales européennes. Plusieurs initiatives de réforme ont été annoncées : parmi ces initiatives, l'article-manifeste, publié par John Major dans « The Economist », le 29 septembre 1993, et la proposition du « European Policy Forum » sur une « constitution européenne décentralisée » devraient être examinés avec beaucoup d'attention.

Entre-temps, le Traité de Maastricht a été graduellement démolí. Dans nombre de cas importants, l'action des gouvernements est allée à l'encontre des orientations adoptées par le Conseil européen, et notamment en matière de politique étrangère et de sécurité, de politique économique et de citoyenneté européenne.

Certains gouvernements ont imposé une application perverse du principe de subsidiarité, qui risque d'ouvrir un « marché » permanent entre les intérêts de chaque Etat membre, de faciliter des oppositions de principe à l'intervention de l'Union dans des secteurs où l'intérêt national est plus fort, de bloquer les procédures de décisions au Conseil et de conduire à une négociation permanente entre le Conseil et la Commission.

La rupture du consensus dans l'opinion publique

Les citoyens se sentent loin de l'Europe dessinée à Maastricht, puisque elle n'est pas capable de trouver

For the Reconstruction of European Union

(a Call of the « Ardennes » Group)

The Governments of the Twelve have taken a significant step along the path towards a greater Europe with their judgment that the European Union could expand between now and the end of the century to include up to 24 countries (the Twelve, Austria, Finland, Norway, Sweden, Malta, Cyprus, Bulgaria, Rumania, the Czech Republic and Slovakia) : moreover all the other countries of Europe have made their full integration into the Union the final objective of their policy for a new international order in Europe.

The democratically-based unification of the whole of the old continent is now possible again. The foundation for a new order of peace, justice and balanced economic development such as it has never been imagined fifty years ago by the federalist movement could at last be laid.

The shock of enlargement coupled with a European vision which has been powerless when confronted with the rise of ethnic nationalism and the apparently inexorable rise in unemployment provides an overriding reason to begin an urgent reflection on the kind of union which will have to govern Europe in the years to come and to bring forward the reform of the Maastricht Treaty foreseen for 1996.

The Demolition of the Treaty of Maastricht

The planned reform of the Maastricht Treaty must be informed by clear ideas and political firmness on the part of the governments of the Twelve and of the social and economic forces of Europe. Several reform initiatives have been announced, among which the manifesto-type article by John Major in the Economist of 29 September 1993 and the proposal of the European Policy Forum for a « decentralised European constitution » should be closely examined.

In the meantime, the Maastricht Treaty has been gradually demolished. In a number of important areas the actions of governments has gone against the guidelines adopted by the European Council and notably in the area of common foreign and security policy, economic policy and European citizenship.

Certain governments imposed a perverse interpretation of the principle of subsidiarity which risks opening up the permanent horse-trading of interests of every member-state against the other, allowing opposition on principle to action by the Union in sectors where national interests are too strong, blocking the decision-making of Council and leading to a permanent negotiation between Council and Commission.

The collapse of the consensus in public opinion

Citizens feel remote from the Europe which was designed in Maastricht since it has not been capable



des solutions efficaces aux problèmes concrets qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour. Ces problèmes concernent notamment le chômage, l'environnement, la solidarité, la paix et la sécurité dans le monde.

Si la majorité des gouvernements et une partie de la presse ont identifié dans l'eurocratie de Bruxelles et dans le « trop d'Europe » les véritables causes de l'euroscpticisme, l'opinion publique européenne semble déçue à cause de l'impuissance de l'Europe et donc du « trop peu d'Europe ».

La propagande de certains gouvernements a été finalisée à renforcer les sentiments d'identité nationale, dans une période de l'histoire qui a mis dramatiquement en lumière les terribles dangers d'un retour en arrière vers une Europe divisée en Etats, nations et ethnies. Cette propagande devrait développer, au contraire, une véritable pédagogie européenne, finalisée à renforcer les sentiments d'une commune identité européenne.

Enfin, les citoyens n'acceptent que les modifications des « bases constitutionnelles » de l'Union soient décidées sans leur participation au processus de réforme. La méthode intergouvernementale apparaît aujourd'hui très peu appropriés lorsqu'il s'agit d'approuver des normes importantes dans les relations entre les peuples et les pays d'Europe.

L'Europe à géométrie variable ou à deux vitesses?

Le Traité de Maastricht a ouvert la voie à la création d'une Europe à géométrie variable. Les clauses d'exception (« opting out ») octroyées au Royaume Uni et au Danemark en matière de monnaie unique, de défense, de politique sociale, de citoyenneté et d'affaires intérieures et judiciaires en sont un exemple frappant.

La réalisation d'une Europe à deux vitesses - c'est-à-dire la décision d'un groupe de pays membres d'accélérer la réalisation d'un objectif fondamental de l'Union, en laissant un autre groupe de pays continuer à vitesse réduite - apparaît au contraire comme l'hypothèse la plus probable en matière d'Union économique et monétaire.

L'Europe à géométrie variable provoque l'instabilité et augmente la faiblesse de l'ensemble des pays membres, mais l'accélération limitée à un groupe de pays présente au contraire des avantages aussi pour les pays qui ne seraient pas en mesure de suivre le rythme plus rapide.

L'accélération de l'Union monétaire n'a une signification que si elle est associée à une plus grande intégration dans la politique macro-économique; la gestion de la politique monétaire peut être confiée dans sa partie technique à des institutions communes (la Banque Centrale Européenne), mais la politique économique reste dans les mains du système de décision confédéral, prévu dans le Traité de Maastricht, ce qui provoque une diminution du contrôle démocratique et du contrôle sur les grands systèmes macro-économiques.

of finding effective solutions to the real problems of today's agenda. These problems include in particular unemployment, environment, solidarity, peace and world security.

Even if the majority of governments and part of the press identified the Brussels « Eurocracy » and « too much of Europe » as the real causes of Euroscpticism, European public opinion seems disappointed by the powerlessness of Europe and therefore that there has been « too little Europe » and not « too much ».

The propaganda of certain governments seemed destined to reinforce the feeling of national identity during a period of history which has dramatically highlighted the terrible dangers of a return back to a Europe divided into states, nations and ethnic groups. The propaganda should really be trying to develop a genuine education of the people of Europe designed to reinforce the sense of a common European identity.

Indeed citizens will not accept modifications to the constitutional foundations of the Union without their participation in the reform process. The inter-governmental method to day appears hardly appropriate when it comes to approving basic norms for the relations between the peoples and states of Europe.

Europe of variable geometry or two-speeds?

The Maastricht Treaty paved the way for the creation of a variable-geometry Europe. The exceptions that were allowed in the opt-out clauses for the UK and Denmark in the area of the single currency, common defence, social policy, citizenship and justice and home affairs were striking examples.

The achievement of a two-speed Europe, that is the decision of a group of member countries to accelerate the achievement of a fundamental objective of the Union while leaving another group of countries to continue at a reduced speed, seems on the other hand to be the most likely hypothesis for the field of economic and monetary union.

Variable-geometry Europe will cause instability and increase the weakness of all member-countries whereas an accelerated integration limited to a group of countries also offers advantages for those countries which cannot keep up with the quicker pace.

Speeding up monetary union will only have any sense if it is linked with stronger integration in macro-economic policy; the management of the technical side of monetary policy is entrusted to common institutions (the European Central Bank) but economic policy remains in the hands of the confederal decision-making system laid down in the Maastricht Treaty which leads to diminished democratic control and to a lack of systematic macro-economic governance according to one or other of the great schools of economic thought.



Que faire pour reconstruire l'Union européenne

Si nous voulons donner voix et substance aux idées de ceux qui dénoncent les dangers de la démolition du Traité de Maastricht et de la rupture du consensus de l'opinion publique, il faut définir rapidement un nouveau calendrier pour l'après-Maastricht, afin de permettre à l'Union de faire face aux défis actuels et de lui donner la possibilité de s'ouvrir aux vieilles et aux nouvelles démocraties d'Europe.

La fixation d'un nouveau calendrier pour l'Union européenne aura comme conséquence inéluctable la suspension des négociations d'adhésion avec les pays de l'AELE, puisque il revient aux Douze de définir un minimum constitutionnel pour rendre l'Union élargie efficace et démocratique.

Si un accord sur le minimum constitutionnel ne pourra pas être atteint, une majorité de gouvernements devrait déclarer d'être prête à construire un noyau fédéral « entre ceux qui voudront » (pour utiliser la formule de François Mitterrand, le 24 mai 1984 à Strasbourg).

Un mémorandum commun, destiné à mettre en marché le processus vers une Union sur base fédérale, devrait alors être élaboré, comme le mémorandum du Benelux a mis en mouvement, en 1955, le processus vers les traités de Rome. Ce mémorandum devrait définir aussi les éléments essentiels d'une initiative de solidarité réelle, qui donne des garanties aux citoyens inquiets pour l'avenir de leur travail et des valeurs d'équité et de consensus qui devraient être à la base du modèle de société européenne.

La perspective de l'intégration des pays et des peuples vers un modèle constitutionnel sur base fédérale n'est pas seulement actuelle, mais elle doit être relancée rapidement. Ce modèle devra être caractérisé par les principes de la démocratie entre les Etats, de la solidarité et de la subsidiarité.

C'est sur cette base que le Groupe Ardennes appellent les citoyens de l'Union à donner leur adhésion à cet appel.

Ceux qui veulent souscrire l'appel du Groupe « Ardennes » peuvent s'adresser à la Lettre Crocodile, rue Froissart 119, Bte 23, B-1040 Bruxelles

What has to be done for the reconstruction of European Union

If we want to give voice and substance to the ideas of those who are warning of the dangers of destroying the Maastricht Treaty and the collapse of support amongst public opinion, we have quickly to fix a timetable for the post-Maastricht period which will allow the Union to face up its present challenges and which will give it the possibility of taking in the old and new democracies of Europe.

The inevitable consequence of drawing-up of a new timetable for European Union must be the suspension of accession negotiations with the EFTA countries so that it can be left up to the Twelve to define the minimum constitution that will be necessary to make the enlarged Union effective and democratic.

If no agreement can be reached on the minimum constitution necessary, a majority of governments should declare themselves ready to form a federal core « among those who will » (to borrow the formula used by Mitterrand at Strasbourg on 24 May 1984).

A common memorandum designed to start the process rolling towards a federal-type Union should therefore be drawn up just as the Benelux memorandum of 1955 put in train the process which led to the Rome treaties. This memorandum should also define the essential elements of a true solidarity initiative which gives guarantee to citizens worried about the future of their jobs and of the values of equality and consensus which should form the basis of the model for a European society.

The concept of the integration of peoples and countries in a constitutional model of the federal type is not a new one; but it needs to be re-launched soon. This model should be characterised by the principles of democracy between states, by solidarity and subsidiarity. It is on this basis that the Ardennes Group calls on all citizens of the Union to support this initiative.

If you wish to support this initiative by the « Ardennes » Group you should write to: Crocodile, Rue Froissart 119, Bte 23, B-1040 Brussels

Bonne Année - Happy New Year

Crocodile : lettre aux Parlements d'Europe a été conçu pour faire connaître les points de vue des Intergroupes fédéralistes constitués au sein du Parlement européen, dans les Parlements nationaux, et dans les autres organes élus.

Crocodile représente aujourd'hui un instrument de communication et d'information indispensable pour les élus et les électeurs européens.



6 Le siège de l'IME à Francfort : une décision sage pour l'UEM

L'Institut Monétaire Européen (IME) ainsi que la future Banque Centrale Européenne (BCE) auront leurs sièges à Francfort. Un belge, le Baron Alexandre Lamfalussy, à présent directeur général de la Banque Internationale des Règlements a été nommé futur président de l'IME. Le Parlement européen a donné son approbation indispensable.

La décision de Francfort en tant que siège de l'IME et de la future BCE a été une sage décision pour l'UEM. Francfort, étant le siège de la Bundesbank, symbolise stabilité, continuité et la confiance du monde de la finance dans une forte politique anti-inflationniste. La décision a donc une importance psychologique non seulement pour les marchés financiers mais aussi pour la population allemande qui craigne la fin du D-mark.

Environ 60% de la population allemande est en effet contre l'UEM. Malgré l'Allemagne ait, à présent, des problèmes économiques et monétaires, le D-mark est encore la devise-pivot du Système Monétaire Européen. L'Union Economique et Monétaire compte sur le D-mark. Mais il faut l'approbation de l'Allemagne pour avoir une monnaie unique européenne. La décision pour Francfort a une fonction psychologique essentielle. Les préoccupations des partenaires européens, selon lesquels la Bundesbank influencera fortement les politiques monétaires de l'IME basé à Francfort, sont sans fondement. La future BCE sera indépendante, son organe décisionnel sera composé des présidents des banques centrales nationales. La proximité géographique à la Bundesbank n'a donc aucune importance.

La décision du siège était nécessaire pour permettre à l'IME de commencer à fonctionner à la date prévue du 1er janvier 1994, qui est aussi la date de début de la deuxième phase de UEM. L'IME a une fonction importante de centre de coordination des politiques des banques centrales nationales qui gardent la compétence pour la politique monétaire jusqu'à la troisième phase. L'IME est aussi responsable pour la préparation de la monnaie unique européenne et la BCE.

Pour un passage réussi à la troisième phase et à la monnaie unique européenne il est important de savoir quelle tâche l'IME aborde et avec quelle intensité. L'IME devrait donc encourager activement les banques centrales nationales à commencer par l'harmonisation de leurs instruments monétaires et leurs concepts dans une phase plus proche. L'IME devrait donc promouvoir la coopération et la coordination requises des banques centrales. Le futur président, M. Lamfalussy, a dit au Parlement européen qu'il y est prêt à jouer un rôle actif.

La crise monétaire en 1992/93 et la suspension virtuelle du Système des Mécanismes d'Echange du Système Monétaire Européen étaient aussi le résultat du manque de confiance concernant la volonté politique des Etats Membres de seconder

The Seat of the EMI in Frankfurt: a Wise Decision for EMU

The European Monetary Institute (EMI) as well as the future European Central Bank (ECB) will be located in Frankfurt. A Belgian, Baron Alexandre Lamfalussy, who is currently director-general of the Bank for International Settlements was nominated as the future president of the EMI. The European Parliament has given its necessary approval.

The decision for Frankfurt as the seat of the EMI and the future ECB was a wise decision for EMU. Frankfurt as the seat of the Bundesbank symbolises stability, continuity and the confidence of the world of finance in a strong anti-inflation policy. The decision therefore has a psychological importance not only for the financial markets but for the German population in particular and their strong reservations about the end of the D-Mark.

About 60% of the German population are against EMU. Although Germany currently has economic and monetary problems, the D-Mark is still the anchor-currency in the European Monetary system. Therefore, Economic Monetary Union relies on the D-Mark. But approval for a single European currency by the German population is necessary. The decision of Frankfurt therefore has psychological function.

The hesitation of European partners that the Bundesbank will strongly influence the monetary policies of the Frankfurt-based EMI are unfounded. The future ECB will be independent, its decision making organ is composed of the presidents of the national central banks. Therefore, the geographical closeness has no relevance.

The decision on the site was necessary in order to enable the EMI to start its functioning at the deadline of 1 January 1994 which is the starting date of the second stage of EMU. The EMI has an important function as the centre of coordination of the policies of the national central banks which retain the competence for monetary policy until the third stage. The EMI is also responsible for the preparation of the single European currency and the ECB.

For a successful transition to stage three and a single European currency it is important what task the EMI tackles and how intensive. The EMI should therefore actively encourage the national central banks to start harmonising their monetary instruments and concepts at an early stage. The required cooperation and coordination of the central banks should therefore be promoted by the EMI. The future president Lamfalussy told the European Parliament that he is willing to play an active part therein.

The monetary crisis in 1992/93 and the virtual suspension of the Exchange Rate Mechanism of the European Monetary System were also a result of the lack of confidence concerning the political will of the Member States to further integration and completion





l'intégration et l'achèvement de l'UEM. Le retard de la décision sur le siège a augmenté ce manque. La décision sur l'IME à Francfort a relancé un progrès attendu depuis longtemps.

of the EMU. The delay of the decision on the seat increased this lack. The decision on the location of the EMI has restarted a progress that was due for a long time now.

Christa Randzio-Plath, MEP

L'Union vue par Karlsruhe

Le Tribunal constitutionnel fédéral s'est prononcé sur un recours constitutionnel visant la loi relative à la ratification du traité de Maastricht.

L'article 38 de la Loi fondamentale garantit aux Allemands habilités à voter le droit subjectif de participer à l'élection des députés au Bundestag. Cette garantie s'étend au contenu démocratique fondamental de ce droit : est également garanti le droit de participer par l'élection à la légitimation du pouvoir de l'Etat par le peuple au niveau fédéral et d'exercer une influence sur l'exercice de celui-ci.

En ce qui concerne l'intégration européenne, l'article 38 de la Loi fondamentale exclut que la légitimité et la prise d'influence, découlant de l'élection, sur l'exercice du pouvoir de l'Etat soient vidées de leur substance à la suite de transferts de missions et de pouvoirs du Bundestag, et ce à un point tel que le principe démocratique déclaré intangible par la Loi fondamentale se trouve violé.

Le principe démocratique n'empêche pas la République Fédérale d'Allemagne d'appartenir à une communauté interétatique dotée d'un cadre d'organisation supranational. La condition de cette appartenance est toutefois qu'une légitimité et une participation émanant du peuple soient garanties aussi au sein de l'association d'Etats.

Ce qui est déterminant, c'est le fait que les fondements démocratiques de l'Union se développent parallèlement à l'intégration et qu'une démocratie vivante soit maintenue dans les Etats membres en même temps que progresse l'intégration.

Si, comme c'est le cas actuellement, les peuples confèrent, par le truchement des parlements nationaux, la légitimité démocratique, l'extension des tâches et pouvoirs des Communautés européennes se heurte aux limites du principe démocratique. Des missions et pouvoirs d'importance essentielle doivent rester entre les mains du Bundestag.

La République Fédérale d'Allemagne ne se soumet pas, en ratifiant le traité sur l'Union, à un processus « automatique » impossible à appréhender dans son ensemble et incontrôlable dans son évolution vers l'union monétaire. Le traité ouvre la voie à une intégration progressive de la Communauté européenne dépendant à chaque stade soit de conditions actuellement prévisibles pour le Parlement soit d'une approbation du gouvernement fédéral sur laquelle le Parlement serait appelé à exercer une influence.

The Union as seen by Karlsruhe

The Federal Constitutional Court has handed down a ruling on one complaint of unconstitutionality against the Act of Assent to the Treaty of Maastricht.

Article 38 of the Basic Law guarantees a German national with voting rights the subjective right to take part in the election of Members of the German Bundestag. According to the Court, that guarantee also extends to the fundamental democratic substance of that right : the right to participate, via the elections, in the process of legitimizing state authority by the people at federal level and to influence the exercising of that authority is also guaranteed. As regards European integration, Article 38 of the Basic Law does not permit the process, via the elections, of legitimizing and influencing the exercise of state authority from being undermined by the delegation of Bundestag responsibilities and powers to such an extent that the principle of democracy, insofar as it is declared inalienable by the Basic Law, is violated.

The principle of democracy does not prevent the Federal Republic of Germany from becoming a member of an international community organized on a supranational basis. However, the precondition for membership is that the legitimation and exercise of influence emanating from the people can still be guaranteed within that association of states.

It is crucial that the democratic foundations of the Union should be developed at the same pace as the process of integration and that a lively democracy should continue to be maintained in the Member States as integration progresses.

If, as at present, democratic legitimacy is conferred by peoples through their national parliaments, the principle of democracy sets limits on the extension of the tasks and powers of the European Communities. Substantial duties and powers must remain with the German Bundestag.

In ratifying the Treaty on European Union, the Federal Republic of Germany is not making itself subject to an undeterminable and automatic movement towards a monetary union, whose momentum can no longer be controlled; the Treaty paves the way for a phased further integration of a European Community governed by law, each new stage of which will either depend upon conditions which Parliament is able to foresee at this stage or will subject to the federal Government's assent in which parliamentary influence can be brought to bear.



L'Union vue par Athènes

Le 1er janvier 1994, la Grèce aura la présidence du Conseil des Ministres de l'Union Européenne. Dès le début, elle travaillera sur la base du Traité de Maastricht pour l'Union Européenne. Cela donne une plus grande importance au rôle de la Présidence, en la rendant en même temps plus difficile mais plus intéressante.

La Présidence grecque coïncide avec une période de crise intense dans la société européenne et dans le processus d'unification. Cette crise s'exprime notamment par : la récession économique actuelle et l'augmentation du chômage qui conduisent au phénomène de l'« exclusion sociale »; les questions concernant les buts et le contenu du processus d'unification lui-même, comme il a été souligné par les procédures de ratification du Traité de Maastricht; l'incapacité évidente de l'Union Européenne de jouer un rôle décisif dans la gestion de la crise yougoslave; les problèmes concernant l'achèvement des négociations multilatérales du GATT (Uruguay Round).

Tous ces problèmes ont conduit à une crise sociale très profonde et même à une crise du processus d'unification.

D'autre part, l'Union Européenne exerce une grande attraction parmi les autres pays européens, une attraction qui s'exprime à travers l'intérêt de la plus part d'entre eux de joindre l'Union en qualité de membres à part entière. Quatre pays de l'AELE (Autriche, Suède, Norvège et Finlande) sont déjà en train de négocier leur adhésion à l'Union, tandis que l'adhésion de Chypre et Malte, ainsi que celle des pays de l'Europe orientale, est prévue pour plus tard.

Dans ces circonstances difficiles, la Grèce est appelée à la Présidence de l'Union. Son but principale sera, donc, de rétablir la confiance et la crédibilité, de renforcer la perspective européenne en approfondissant le processus d'unification dans tous les secteurs et en faisant monter dans l'Union les facteurs de démocratie, prospérité, cohésion et solidarité. Dans un tel contexte, la Grèce aura une attention spéciale vers le renforcement des relations entre les différentes institutions et notamment avec le Parlement européen, qui est l'instrument le plus représentatif et démocratique de la structure européenne.

En étroite coopération avec le Parlement européen, les autres Institutions communautaires et ses partenaires européens, la Grèce, en tant que président de l'Union Européenne, travaillera pour compléter le plan d'action qui aura les priorités suivantes :

a. équilibrer la mise en oeuvre des règlements du Traité de Maastricht, y inclus ceux pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC);

b. obtenir un redressement économique et diminuer le chômage, conditions indispensables pour assurer la cohésion sociale et achever enfin l'Union Economique et Monétaire;

The Union as seen by Athens

On 1 January 1994, Greece undertakes the presidency of the Council of Ministers of the European Union. It will be the first presidency which, from its very beginning, will have to work on the basis of the Treaty of Maastricht for the European Union. This fact gives an additional importance to the role of the Presidency, while making it more difficult as well as more interesting.

At the same time the Greek Presidency coincides with a period of intense crisis in the European society and in the process of European unification. This crisis is expressed, among other things, by: the ongoing economic recession and growing unemployment which leads to phenomena of « social exclusion »; the questioning about the aims and the content of the unification process itself, as it was pointed out during the ratification procedures of the Treaty of Maastricht; the obvious inability of the European Union to play an effective role in the management of the Yugoslavian crisis; the problems concerning the completion of the multilateral negotiations in the context of GATT (Uruguay Round).

All these have lead to a very deep social crisis and one of legalisation of the unification process itself.

On the other hand, the European Union enjoys a high degree of attractiveness among the other European countries, an attractiveness which is expressed by the interest of almost all of them to join the Union as full members. Four EFTA countries (Austria, Sweden, Norway and Finland) are already under negotiations for their adhesion to the Union while adhesion of Cyprus and Malta, as well as of the Eastern European countries, is under way for a later time.

Under these difficult circumstances Greece will be called upon to handle the presidency of the Union. Its main goal will therefore be the restoration of the confidence, credibility and potential of the European perspective by deepening the unification process in all sectors and rising the Union to a factor of democracy, prosperity, cohesion and solidarity. In this context, special attention will be given by Greece to the strengthening of relations among different institutions and especially of the relations with the European Parliament, the last being the most representative and democratic body of the European structure.

Therefore, in close cooperation with the European Parliament, the other Community Institutions and its European partners, Greece as the President of the European Union will work to implement a plan of action which will include as its main priorities the following:

a. balancing the implementation of the regulations of the Maastricht Treaty, including those for the Common Foreign Security Policy (CFSP);

b. achieving economic recovery and decreasing unemployment as a condition for securing social cohesion and achieving finally Economic and Monetary Union;





c. renforcer le rôle de l'Union dans ses relations extérieures, notamment dans les Balkans, une zone avec des problèmes assez graves;

d. promouvoir les négociations avec les pays de l'AELE concernant leur adhésion à l'Union et s'occuper en général de toutes les questions déjà à l'ordre du jour.

La Grèce essaiera de jouer un rôle déterminant dans le développement de l'Union Européenne vers un élément institutionnel de stabilité et prospérité en Europe.

c. strengthening the role of the Union in its external relations, especially in the Balkan area, an area with serious problems;

d. promoting negotiations with the EFTA countries concerning their adhesion to the Union and generally dealing with all matters already in the agenda i.e. determining the agricultural prices.

Greece will, in a few words, try to play a determining role in the developing of the European Union to an institutional element of stability and prosperity in Europe.

P.C. Ioakimidis

Ass. Professor, University of Athens

Calendrier de la Présidence Grecque

Janvier

- 10 Conseil Pêche, à Bruxelles
- 24 Conseil Agriculture, à Bruxelles

Février

- 4 Conseil Politique Commerciale, à Bruxelles
- 7 Conseil Affaires Générales, à Bruxelles
- 14 Conseil Eco-Fin, à Bruxelles
- 21 Conseil Agriculture, à Bruxelles

Mars

- 4 Conseil Recherche, à Bruxelles
- 7 Conseil Affaires Générales, à Bruxelles
- 9 Conseil de l'Espace Economique Européen, à Bruxelles
- 10 Conseil Marché Intérieur, à Bruxelles
- 21 Conseils Eco-Fin et Environnement, à Bruxelles
- 22 Conseil Affaires Intérieures et Justice, à Bruxelles
- 26 Conseil Affaires Générales, à Athènes
- 28 Conseil Agriculture, à Athènes

Avril

- 8 Conseil Eco-Fin, à Athènes
- 11 Conseil Affaires Générales, à Luxembourg
- 12 Conseil Pêche, à Luxembourg
- 15 Conseil Affaires Sociales, à Luxembourg
- 15 Conseil Tourisme, à Athènes
- 19 Conseil Protection Civile, à Luxembourg
- 21 Conseil Affaires Intérieures, à Luxembourg
- 22 Conseil Affaires Industrielles, à Luxembourg
- 25 Conseils Eco-Fin et Agriculture, à Luxembourg

Mai

- 6 Conseil Développement, à Bruxelles
- 7 Conseil Sécurité Intérieure, à Athènes
- 13 Conseil Environnement, à Athènes
- 16 Conseils Eco-Fin, Affaires Générales et Consommateurs, à Bruxelles
- 17 Conseil Agriculture, à Athènes
- 26 Conseil Education, à Bruxelles
- 27 Conseil Tourisme, à Bruxelles
- 30 Conseil Télécommunication, à Bruxelles
- 31 Conseils Energie et Agriculture, à Bruxelles

Juin

- 2 Conseil Santé, à Bruxelles
- 3 Conférence sur la Politique Régionale, Grèce
- 6 Conseils Eco-Fin et Jeunesse, à Bruxelles
- 9-12 **Elections européennes**
- 10 Conseil Pêche, à Bruxelles
- 13 Conseils Affaires Générales et Environnement, à Bruxelles
- 17 Conseil Culture, à Bruxelles
- 20 Conseils Transport, Affaires Intérieures et Justice, à Bruxelles
- 24 **Conseil Européen, à Corfou**
- 27 Conseils Agriculture et Recherche, à Bruxelles
- 28 Conseil Affaires Sociales, à Bruxelles

Agenda of the Greek Presidency

January

- 10 Fisheries Council, in Brussels
- 24 Agriculture Council, in Brussels

February

- 4 Foreign Trade Council, in Brussels
- 7 General Affairs Council, in Brussels
- 14 Eco-Fin Council, in Brussels
- 21 Agriculture Council, in Brussels

March

- 4 Research Council, in Brussels
- 7 General Affairs Council, in Brussels
- 9 European Economic Area Council, in Brussels
- 10 Internal Market Council, in Brussels
- 21 Eco-Fin and Environment Councils, in Brussels
- 22 Home and Justice Council, in Brussels
- 26 General Affairs Council, in Athens
- 28 Agriculture Council, in Athens

April

- 8 Eco-Fin Council, in Athens
- 11 General Affairs Council, in Luxembourg
- 12 Fisheries Council, in Luxembourg
- 15 Social Affairs Council, in Luxembourg
- 19 Civil Protection Council, in Luxembourg
- 21 Internal Affairs Council, in Luxembourg
- 22 Industrial Affairs Council, in Luxembourg
- 25 Eco-Fin and Agriculture Councils, in Luxembourg

May

- 6 Development Council, in Brussels
- 7 Public Order Council, in Athens
- 13 Environment Council, in Athens
- 16 Eco-Fin, General Affairs and Consumers Councils, in Brussels
- 17 Agriculture Council, in Athens
- 26 Education Council, in Brussels
- 27 Tourism Council, in Brussels
- 30 Telecommunications Council, in Brussels
- 31 Energy and Agriculture Councils, in Brussels

June

- 2 Health Council, in Brussels
- 3 Regional Policy Conference, in Greece
- 6 Eco-Fin and Youth Councils, in Brussels
- 9-12 **European Elections**
- 10 Fisheries Council, in Brussels
- 13 General Affairs and Environment Councils, in Brussels
- 17 Cultural Affairs Council, in Brussels
- 20 Transports, Home and Justice Councils, in Brussels
- 24 **European Council, in Corfu**
- 27 Agriculture and Research Councils, in Brussels
- 28 Social Affairs Council, in Brussels



10 Prix Femmes d'Europe 1994

« Comme souvent, comme toujours, les femmes constituent, pour nos temps de doute, parfois de malheur, une extraordinaire énergie de réserve. Là où les formules classiques sont impuissantes, elles imaginent, elles créent, elles transcendent. »

Pasquita Sauquillo, Espagne

Pasquita Sauquillo, députée de la Communauté autonome de Madrid, Sénateur pour le PSOE et Présidente du Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté (MDLP) est lauréate du Prix Femmes d'Europe 1994. Elle a été choisie pour son travail en faveur d'une Europe ouverte au Tiers-Monde qui défend les droits humains et contre l'intolérance, la xénophobie et le racisme dans une Europe déstabilisée. Elle s'est distinguée aussi pour l'action humanitaire qu'elle mène en faveur des victimes de la guerre de l'ex-Yougoslavie.

Dans le cadre de cette action, Pasquita Sauquillo fit venir en Espagne, en été 1992, un groupe de 115 enfants provenant de camps de réfugiés de Slovénie, de Croatie et de Bosnie- Herzégovine, appartenant à toutes les ethnies et pour lesquels elle mit au point un programme d'activités de vacances.

Depuis octobre 1992, elle travaille conjointement avec la Commission espagnole pour l'aide aux réfugiés (CEAR) sur un programme d'accueil pour 1500 personnes immigrées de Yougoslavie. Le programme garantit l'assistance sanitaire, l'enseignement et l'hébergement du groupe.

Janina Ochojska, Pologne

Agée de 38 ans, Janina Ochojska a obtenu un diplôme d'Astronomie à l'Université Nikolaj Kopernik à Tourn. Elle travaille alors au Centre Astronomique de l'Académie Polonaise des Sciences. En 1983, elle part pour une cure en France et y fait la connaissance des médecins de l'organisation « Amitié Pologne ».

A son retour en Pologne, elle coopère avec « Amitié Pologne » pour organiser l'aide aux hôpitaux polonais et orphelinats. Pour pouvoir s'occuper de l'activité humanitaire, Janina Ochojska renonce à sa carrière d'astronome à l'Académie Polonaise des Sciences.

En 1989, l'organisation « Amitié Pologne » se transforme en fondation « EquiLibre », qui s'occupe de l'aide humanitaire en Pologne et peu à peu étend son activité à d'autres pays d'Europe. Depuis l'année dernière, la fondation s'occupe principalement des pays de l'ex-Yougoslavie.

Depuis octobre 1992, 6 convois de Paix à Sarajewo, Skopje, Belgrad et Kosowo ont été organisés. Malgré son infirmité, elle participe personnellement à cinq de ces convois.

Actuellement Janina Ochojska organise l'aide des enfants estropiés en Albanie.

Au sujet de l'intégration européenne, Janina dit: « Nous faisons partie de l'Europe et tout ce qui se

Women of Europe Award 1994

« Women in this time of uncertainty and sometimes of distress represent an extraordinary reserve source of energy. As usual. As always. Where stock responses are sterile women are creative, transcend the problem and find original solutions. »

Pasquita Sauquillo, Spain

Pasquita Sauquillo, a deputy for the autonomous Community of Madrid, senator for the PSOE and President of the Movement for Peace, Disarmament and Freedom (MDLP), was the laureate for the 1994 Women of Europe Award. She was chosen for her work promoting a Europe open to the Third World, defending human rights and working against intolerance, xenophobia and racism in a destabilised Europe. She has distinguished herself too in her humanitarian actions helping victims of the war in former Yugoslavia.

As part of her action, Paquita Sauquillo brought a group of 115 children to Spain in 1992 from refugee camps in Slovenia, Croatia and Bosnia-Herzegovina; children belonging to all ethnic groups and for whom she has developed a holiday activity programme.

Since October 1992, Paquita Sauquillo has been working with the Spanish Commission for Aid to Refugees (CEAR) on a host programme for 1,500 people immigrants from Yugoslavia. The programme has already ensured health assistance, education and accommodation for the group.

Janina Ochojska, Poland

Janina Ochojska, 38, is an Astronomy graduate from the University Nikolaj Kopernik, Tourn. She worked at the Astronomical Centre of the Polish Academy of Sciences. In 1983 she left to undergo a cure in France and there met doctors who belonged to the organisation « Amitié Pologne ».

After returning to Poland, she cooperated with the « Amitié Pologne », organizing aid for Polish hospitals and orphanages. In order to be able to perform her humanitarian activities she gave up her career as an astronomer at the Polish Academy of Sciences.

In 1989, the organisation « Amitié Pologne » became the foundation « EquiLibre », which initially provide humanitarian aid in Poland, then steadily expanded into other European countries. Since 1992, the foundation has been concentrating its activities in the countries of former Yugoslavia.

Since October 1992, she has organised 6 Peace convoys to Sarajevo, Skopje, Belgrade and Kosovo. Despite her infirmity, she has personally taken part in five of these convoys.

On the subject of European integration, Janina says:





passee nous concerne également. Nous ne pouvons pas oublier l'aide qu'on nous a apporté dans les années 80... Le travail que nous faisons maintenant est en quelque sorte le remboursement des dettes contractées dans les années 80 envers divers donateurs... Nous nous sommes souvent dit que les gens que nous avons aidés se souviendront de cela. Ces enfants de Bosnie seront un jour adultes et sûrement n'oublieront-ils pas les convois de Paix. De cette façon se crée l'intégration européenne dont on parle et sur laquelle on écrit tant... Ce lien se produit quand l'homme est prêt à aider les autres dans les moments douloureux ».

« We are part of Europe and everything that happens in it concerns us too. We cannot forget the aid provided to us throughout the 80s... The work we are now doing is some sort of repayment of the debt incurred towards the donors through the 80s... We have often said that the people we have helped will remember. These children in Bosnia will be adults one day and will surely not forget the Peace convoys. Thus, the European integration we here so much spoken and written about can be created... These links are formed when one man is ready to help others during the worst moments ».

Service Politique des Consommateurs

Ces dernières années, la politique communautaire des consommateurs a reçu un élan supplémentaire grâce à la prise de conscience du fait que les consommateurs ont une contribution importante à apporter à la réussite du marché intérieur.

La Communauté européenne, même en dépit de l'absence de référence explicite dans le traité de Rome, a donc élaboré une politique destinée à protéger les intérêts des consommateurs et elle a entrepris de nombreuses actions visant à renforcer la confiance de ces derniers.

Dans un numéro spécial, consacré entièrement à cette politique, la « Lettre Crocodile » donnera la possibilité à ses lecteurs et amis fidèles de connaître tous les éléments fondamentaux définis dans ce secteur.

Avec l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, la construction européenne se rapproche des citoyens et ceci en outre grâce à l'insertion dans le Traité d'Union de la Politique des Consommateurs en tant que compétence de l'Union Européenne.

Consumers Policy Service

In recent years, EC consumer policy has received a further stimulus from the realisation that consumers have an important contribution to make to the success of the Single Internal Market.

Despite the lack of an explicit reference in the Treaty of Rome, the European Community has, therefore, developed a policy to protect consumers' interests and has taken many actions which aim to reinforce consumer confidence.

In a special issue dedicated to this policy, the « Crocodile Letter » will give its readers and faithful friends the possibility of knowing all the fundamental elements defined in this sector.

With the implementation of the Treaty of Maastricht, the construction of Europe gets closer of the citizens thanks to the insertion in the Treaty of Union of the Consumer Policy as a competence of the European Union.



CROCODILE

Rédacteur en chef : Joannis Papageorgiou.

Secrétaire de rédaction : Laura Autore.

Lettre bimestrielle, fondée par Altiero Spinelli, Felice Ippolito et Pier Virgilio Dastoli en octobre 1980 pour soutenir l'action du Club Crocodile et l'élaboration du projet de Traité instituant l'Union européenne par le Parlement européen. Publiée en français et en anglais, avec le soutien du Club Crocodile pour l'Union européenne et la collaboration des Intergroupes parlementaires fédéralistes.

Co-présidents : John Pinder et Francesco Gui.

Ont collaboré à cette Lettre : Francesco Meggiolaro, Groupe « Ardennes », Christa Randzio-Plath MPE, P.C. Ioakimidis, Harry Cowie, Bichara Khader, Adrian Taylor, Scott Crosby.

Direction : rue Froissart 119, Bte 23, B-1040 Bruxelles, tél. 2843341, Fax 2849128.

Imprimée par : Imprimerie De Beys, chaussée de Waterloo 1245, B-1180 Bruxelles, tél. 3741725, Fax 3744462.

Crocodile est envoyé à tous ceux qui acceptent de participer aux frais de rédaction, de traduction, d'impression et de diffusion, moyennant une contribution de 2000 FB (minimum) par an, à verser en faveur du Club Crocodile pour l'Union européenne, BBL 310-0586677-10, Bruxelles.

L'idée graphique de Crocodile a été imaginée et dessinée par Sergio Ruffolo.

Lettres publiées depuis octobre 1980 : 50.



12 Vers les élections européennes

« Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union ». Ainsi le Traité de Maastricht a « institutionnalisé » l'existence des partis politiques européens, tout en établissant une liaison avec le Parlement européen et pas avec la citoyenneté de l'Union (cette deuxième hypothèse étant proposée dans le premier projet examiné par la Conférence Intergouvernementale).

Cent partis nationaux sont représentés au sein du Parlement européen: leurs élus appartiennent à huit groupes politiques (Socialiste, PPE, LDR, Verts, RDE, ARC, Coalition des Gauches, DR) ou aux « non-inscrits ». Parmi ces partis, il y a au moins cinq « familles » européennes qui seront présentes pendant la prochaine campagne électorale européenne avec des programmes ou manifestes communs et avec un « logo » commun: il s'agit du Parti des Socialistes européens, du PPE, de la Fédération des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, des Verts et des « régionalistes ».

Nous publions ci-dessous la partie « institutionnelle » des programmes adoptés par les congrès des socialistes (6-7 novembre) et du PPE. Dans la Lettre de janvier-février 1994, nous publierons la partie institutionnelle des programmes adoptés par les autres partis européens.

« L'Europe à la croisée des chemins: un défi pour le socialisme démocratique »

* L'enjeu des élections de 1994 consiste à choisir la bonne route. C'est pourquoi nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais d'une Communauté européenne forte.

* La Communauté européenne est encore bien loin de l'Europe que nous voulons. Et c'est ce que nous voulons changer.

* Le Traité de Maastricht est un pas dans la bonne direction. Il confère plus d'influence au PE et donne plus de poids aux élections européennes. Le prochain Parlement aura une chance historique de peser sur le choix de la Commission et de la contrôler démocratiquement. Les voix socialistes à cet égard seront décisives.

* Nous voulons élargir et ouvrir la Communauté européenne. La réussite de l'intégration européenne est la meilleure condition pour la construction de l'Europe entière. Les Etats qui voudront adhérer à la Communauté européenne devront remplir les conditions économiques et partager les objectifs de l'Union européenne avec tous les devoirs et tous les droits que cela implique. En outre nous voulons préserver et améliorer la capacité de décision de la Communauté européenne.

* C'est pourquoi l'élargissement de la Communauté européenne doit s'accompagner d'un approfondissement.

* L'avenir de l'Europe n'est pas dans la construction d'un Etat centralisé. Seule une Europe démocratique sera une Europe forte. Seule, la transparence engendre la confiance et prémunit d'une mauvaise utilisation du pouvoir politique.

* Le Traité sur l'Union européenne renforce le Parlement européen. Mais cela ne suffit pas.

Towards European Elections

« Political parties at European level are important as a factor for integration within the Union. They contribute to forming a European awareness and to expressing the political will of the citizens of the Union ». In this way the Treaty of Maastricht « institutionalised » the existence of European political parties, whilst establishing a link with the European parliament and not with the citizenship of the Union (this second hypothesis being proposed in a first draft examined by the Intergovernmental Conference).

One hundred national parties are represented within the European parliament: their elected members belong to eight political groups (Socialist, EPP, LDR, Greens, RDE, ARC Left Unity, DR) or belong to the « non-attached » group. Among these parties, there are at least five European « families », which during the next European electoral campaign will stand with common programmes and manifestos and a common « logo ». They will be as follows: the Party of the European Socialists, the EPP, the Federation of Liberals, Democrats and Reformists, the Greens and the « Regionalists ».

We publish hereunder the « institutional » part of the programmes adopted by the congress of the Socialists (6-7 November) and the EPP. In our Letter of January-February 1994, we will publish the institutional part of the programmes adopted by the other European Parties.

« Europe at the Crossroads - A Challenge for democratic Socialism »

* The 1994 European elections are about choosing a better path. That is why we need a strong European Community more than ever.

* The European Community is still far removed from the Europe we want to see. We want to change this.

* The Maastricht Treaty is a step in the right direction. It gives the European Parliament more influence and makes the European elections more important. The next Parliament will have a historic opportunity to influence the choice of the Commission and control it democratically. The votes of Socialists on this issue will be decisive.

* We want to enlarge and open up the European Community. Success in the integration of Western Europe is the best precondition for the construction of Europe as a whole. States which wish to join the European Community must therefore fulfil the economic conditions and share the aims of European Union, its rights and duties. In addition, we want to maintain and improve the decision-making abilities of the European Community.

* That is why the enlargement of the European Community must be accompanied by a deepening.

* Europe's future does not lie in a centralised super-state. Only a democratic Europe is a strong Europe. And openness fosters confidence and acts as a defence against the abuse of political power.

* The Treaty on European Union strengthens the European Parliament. But that is not enough.





- * Nous voulons utiliser la révision du Traité prévue pour 1996, afin de rendre la Communauté Européenne plus démocratique et plus efficace.
- * Nous voulons que le Parlement européen ait un droit d'initiative, que la co-décision entre le Parlement européen et le Conseil ainsi que le vote à la majorité qualifiée du Conseil soient la règle.
- * Nous voulons que les Parlements nationaux exercent un contrôle démocratique sur la politique européenne de leur Etat-membre.
- * Nous sommes pour l'implication des collectivités locales et régionales dans le processus de décision de la Communauté européenne, le Comité des Régions récemment créé pourra largement y contribuer
- * Nous voulons appliquer le principe de subsidiarité. Il faudra à l'avenir autant de décisions nationales et régionales décentralisées que possible. Mais des réglementations et des législations européennes là où elles s'avèreront nécessaires.
- * Les partis sont indispensables dans une démocratie moderne. Ils sont des instruments fondamentaux permettant de canaliser la participation des citoyens à la vie démocratique.
- * Tous parlent de l'Europe, mais le progrès passe par nous.

« Europe 2000: l'unité dans la diversité » - Programme d'action du PPE

- * Nous, démocrates-chrétiens, oeuvrons pour le développement ultérieur et l'achèvement de l'Union Européenne en tant que zone stable de paix et de prospérité et pour leur extension graduelle aux Etats de l'AELE et aux nouveaux Etats de l'Europe centrale et orientale.
- * L'Union Européenne doit rester ouverte aux Etats européens, qui veulent partager le destin commun de ses membres; à la condition, qu'ils s'engagent en faveur de valeurs en vigueur au sein de la Communauté et de la pratiquer dans une démocratie parlementaire et pluraliste.
- * L'approfondissement de l'Union européenne et le renforcement de ses institutions devront se réaliser parallèlement à l'élargissement dont ils conditionnent la réussite.
- * Priorité sera donnée aux négociations avec des pays de l'AELE (Autriche, Suède, Finlande et Norvège), qui possèdent les conditions économiques nécessaires pour adhérer à la Communauté.
- * Une communauté de 16 ou 20 membres ne pourra plus fonctionner de la même manière qu'une communauté de 12 membres. Il faut donc préparer dès maintenant la révision du traité d'Union Européenne, prévue en 1996, pour que les négociations avec les pays de l'AELE s'inscrivent dans la perspective de cette révision.
- * Une réflexion commune devra, parallèlement aux négociations en cours, s'engager sur les limites à apporter aux dimensions de l'élargissement et sur les révisions institutionnelles qu'il rendra nécessaire.

- * We want to use the Treaty revision foreseen for 1996 to make the European Community more democratic and efficient.
- * We want the European Parliament to have a right of initiative, and for co-decision between Parliament and Council and majority voting within the Council to be the norm.
- * We want the national parliaments to exercise democratic control over member states' European policy.
- * We support the involvement of local and regional authorities in the European Community decision - making process. The new Committee of the Regions has a contribution to make to this.
- * We want to apply strictly the principle of subsidiarity. In future, this must mean : As many decentralised national and regional decisions as possible. But European regulation and legislation where necessary.
- * Parties are essential to modern democracies. They are the essential instrument for channelling public participation into democratic life.
- * Everyone is talking about Europe - only we can make progress.

Adopted in Brussels, 7 November 1993

« Europe 2000: the Unity in the Diversity » - EPP Action Programme

- * The Christian-Democrats are working to develop further and bring to completion the European Union to provide a stable zone of peace and security and to extend it gradually to the EFTA States and the new States of Central and Eastern Europe.
- * The Union must remain open to other States of Europe wishing to share in the common destiny of its members, provided that they commit themselves to the values applies in the Community and do so within a parliamentary and pluralist democracy.
- * Parallel to enlargement, there must be a deepening of the Union and, more particularly, more must be done to remedy the democratic deficit.
- * Priority will be given to negotiations with the EFTA countries (Austria, Sweden, Finland and Norway) which enjoy the economic conditions necessary to accede to the Community.
- * A Community of 16 or 20 will not be able to operate in the same way as a Community of 12. We shall therefore need to prepare immediately for the revision of the Treaty on European Union, scheduled to take place in 1996, so that negotiations with the EFTA countries take place against the background of that revision.
- * We shall have to consider together, in parallel with the negotiations taking place, the limits to enlargement and the institutional changes it will necessitate.
- * It is possible to envisage in the long term a large free trade zone covering the whole of the continent.



* On peut concevoir à long terme la création d'une grande zone de libre échange étendue à l'ensemble du continent. Mais les dimensions d'une Communauté économique ou d'une Union Politique à la finalité fédérale ne sauraient être aussi étendues. Ce serait condamner l'Union à une dilution complète dans une vague organisation intergouvernementale.

* Il faudra sans doute imaginer une organisation à plusieurs cercles autour d'un « noyau dur » - appelé lui-même à s'élargir - créant entre ses membres des liens économiques, monétaires et politiques plus étroits.

* Conçu à dessein en vue de faire face à une époque de profondes mutations, le Traité de Maastricht offre une base acceptable pour de nouvelles avancées sur la voie d'une Europe démocratique et proche des citoyens, dotée de plus d'efficacité, de moins de bureaucratie et de moins de centralisme. Mais l'objectif de l'Union européenne n'est pas encore atteint. Il faut donc dès maintenant préparer la conférence intergouvernementale prévue pour 1996 et il faut aussi élaborer une Constitution européenne.

* La future Constitution européenne doit s'inspirer de trois principes fondamentaux : subsidiarité, efficacité et démocratie.

* Le fédéralisme en tant qu'idéal pour l'Europe permettra l'unité politique dans la diversité et empêchera le centralisme européen.

* Le PPE demande que le Parlement européen reçoive des Etats membres le mandat pour rédiger le projet d'une Constitution, qui encadre l'ensemble des règles et procédures de la construction communautaire.

But an Economic Community or Political Union on the federal model will not be able to be that big - the effect would basically be to dilute the Union, making it an ill-defined intergovernmental organization.

** There will have probably to be an organization made up of a number of circles centred around a « hard core » - which will itself have to enlarge - which creates between its members closer economic, monetary and political links.*

** Designed specifically to deal with a period of profound change, the Maastricht Treaty offers an acceptable basis that is close to its citizens, more efficient, less bureaucratic and less centralist. But the objective of the Union has yet to be achieved. We have therefore even now to prepare for the intergovernmental conference scheduled for 1996 and we have also to draw up a European Constitution.*

** The future European Constitution must draw on three basic principles: subsidiarity, efficiency and democracy.*

** Federalism as a concept for Europe will make it possible to have political unity in diversity and prevent European centralism.*

** The EPP is therefore asking the Member States to entrust to the European Parliament the task of drawing up a draft Constitution encompassing all the rules and procedures of the Community.*

Adopted in Brussels, 10 December 1993

Calendrier des activités européennes (janvier-février 1994)

Janvier

- 1 : Début de la deuxième phase de l'UEM. Entrée en vigueur de l'EEU. Entrée en vigueur des accords d'associations avec le PECO. Début de la présidence grecque
- 10 : Sommet de l'OTAN, à Bruxelles
- 10 : Conseil Pêche, à Bruxelles
- 13 : Steering committee du Congrès de l'Europe, à Bruxelles
- 17 : Session plénière du Parlement Européen, à Strasbourg
- 24 : Conseil Agriculture, à Bruxelles
- 25 : Commission institutionnelle du Parlement européen, à Bruxelles
- 28 : Colloque des Réalités Européennes du Présent, à Bruxelles
- 29 : Séminaire sur « Fédéralisme interne et fédéralisme européen » organisé par « Società Civile », à Milan
- 31 : Colloque du Mouvement Européen sur la « Constitution européenne », à Rome

Février

- 4 : Conseil Politique Commerciale
- 7 : Session plénière du Parlement Européen, à Strasbourg
- 7 : Conseil Affaires Générales, à Bruxelles
- 14 : Dixième anniversaire du « projet Spinelli »
- 14 : Conseil ECO-FIN, à Bruxelles
- 14 : Assemblée paritaire CE-ACP, au Gabon
- 16 : Commission institutionnelle du Parlement Européen, à Bruxelles
- 21 : Conseil Agriculture, à Bruxelles
- 23 : Session plénière du Parlement européen, à Bruxelles
- 25 : Commission institutionnelle du Parlement européen, à Bruxelles

Agenda of European Activities (January-February 1994)

January

- 1 : Beginning of the second stage of the EMU. Entry into force of EEU. Entry into force of Association Agreements with PECO. Beginning of Greek Presidency
- 10 : NATO Summit, in Brussels
- 10 : Fisheries Council, in Brussels
- 13 : Steering committee of the Congress of Europe, in Brussels
- 17 : Plenary Session of the European Parliament, in Strasbourg
- 24 : Agriculture Council, in Brussels
- 25 : Institutional Affairs Committee of the European Parliament, in Brussels
- 28 : Colloquium on European Realities of the Present, in Brussels
- 29 : Seminar on « Internal federalism and European federalism », organised by « Società Civile », in Milan
- 31 : Colloquium of the European Movement on the « European Constitution », in Rome

February

- 4 : Foreign Trade Council
- 7 : Plenary Session of the European Parliament, in Strasbourg
- 7 : General Affairs Council, in Brussels
- 14 : Tenth Anniversary of « projet Spinelli »
- 14 : Eco-Fin Council, in Brussels
- 16 : Institutional Affairs Committee of the European Parliament, in Brussels
- 21 : Agriculture Council, in Brussels
- 23 : Plenary session of the European Parliament, in Brussels
- 25 : Institutional Affairs Committee of the European Parliament, in Brussels

Les fonds de pensions au secours de la croissance

L'ampleur et le caractère du problème du chômage en Europe domine maintenant l'ordre du jour de l'Union européenne. Le débat vient de commencer. Le Conseil européen de juin à Copenhague avait demandé à la Commission de préparer un Livre Blanc sur la stratégie du renouvellement économique de la Communauté et cette question a été au centre du Conseil européen de Bruxelles, le 10 décembre 1993.

Le débat sur le Livre Blanc a montré que le point plus grand de résistance des gouvernements a été concentré sur les dépenses supplémentaires exigées en plus de l'Initiative de Croissance acceptée par le Conseil européen d'Edimbourg. Jacques Delors a demandé notamment un montant total de 30 milliards d'ECU par an pour les prochains dix ans, afin de construire un réseau efficace d'infrastructures de transports et de télécommunications. La Communauté doit aussi créer un réseau d'informations largement fondé sur les fibres optiques, qui peut servir comme économie de l'avenir, et stimuler la croissance de l'industrie de l'information, qui est si loin derrière les Etats-Unis et le Japon. Un investissement initial de 5 milliards d'ECU est nécessaire, suivi par un programme annuel de 5-8 milliards. En même temps, Jacques Delors a souligné que si l'Europe veut reprendre son dynamisme, elle doit consacrer le 3% du PNB à la RDT et elle doit vouloir développer des profonds changements dans notre système d'éducation. L'augmentation dans la productivité doit enfin être utilisée pour améliorer la qualité de la vie et pour créer des nouveaux emplois.

Comment on peut augmenter les ressources financières pour payer ce programme ambitieux, au moment où les gouvernements des pays membres doivent faire face à des déficits budgétaires importants venant de la récession ? Un rapport du Federal Trust sur « A recovery Strategy for Europe », publié à Londres le 7 décembre 1993, souligne que les pensions d'Etat représentent maintenant le talon d'Achille de l'Europe. Les pressions démographiques et financières signifient que les gouvernements ont besoin de ressources fiscales plus larges pour couvrir les déficits croissants des plans des pensions d'Etat, ce qui rend très coûteux pour un employeur de créer de nouveaux emplois.

Un changement vers les pensions couvertes par des fonds privés, qui sont investis en obligations et actions, pourrait stimuler l'assurance-vie en Europe et les fonds de pension de 1500 milliards d'ECU à 6000 milliards, environ, en donnant de cette manière les bases pour le plus grand marché de capitaux du monde.

Chaque 1% d'amélioration des bénéficiaires dans l'investissement des fonds de pension diminue les coûts pour les employeurs de 2 à 3 % du salaire brut.

Si les gouvernements veulent réellement attaquer le chômage, ils devraient permettre aux fonds de pension de maximaliser leurs bénéficiaires.

Pension Funds in aid of Growth

15

The scale and character of Europe's unemployment problem currently dominates the agenda of the European Union. The debate has begun. The European Council at Copenhagen in June asked the Commission to prepare a White Paper on a strategy for the economic renewal of the Community.

Resistance from the Council is likely to focus on the extra spending required on top of the Growth Initiative agreed at the Edinburgh Council. In particular Delors has called for an overall total of ECU 30 billion a year over ten years to construct an efficient network of transport and telecommunications infrastructure.

The Community must also create a broad-based optic fibre European information network that can serve as the economy of the future and stimulate the growth of information industry that has so far lagged behind the USA and Japan. An initial investment of ECU 5 billion is required followed by the annual programme of 5 - 8 billion. At the same time, Delors has pointed out that if Europe is to regain its dynamism it must aim to devote 3% of GNP to R&D and be willing to develop profound changes in our education system. Finally, the increase in productivity must be used to improve the quality of life and create new jobs.

How can the finance be raised to pay for this ambitious programme at a time when the member governments are already running large budget deficits on account of the recession? A Federal Trust report on « A recovery Strategy for Europe » published on 7 December 1993 at a seminar in London points out that the state pensions at present represent Europe's Achilles heel.

Demographic and financial pressures mean that governments require larger pay-toll taxes to fund the growing deficits on state pension schemes, making it very expensive for employers to create new jobs.

A switch to funded private pensions which are invested in bonds and equities could boost Europe's life assurance and pension funds from ECU 1,500 billion to an estimated ECU 6,000 billion thereby providing the basis for the largest capital market in the world. Every 1% improvement in pension fund investment returns reduces employers' costs by 2 - 3 % of the payroll. If governments really want to tackle unemployment they should allow pension funds to maximise their returns.

Harry Cowie

Senior Research Fellow, Federal Trust



Paix et développement : des frères siamois

On a la fâcheuse tendance, en Europe de traiter les affaires du Proche-Orient comme si la paix entre Israël et la Palestine était déjà scellée. C'est aller trop vite en besogne. Arafat et Rabin ont signé une « déclaration de principe sur des arrangements intérimaires d'autonomie », mais la paix n'est encore qu'un engagement, une promesse, un rêve.

Mais dans la perspective d'un règlement de paix complet, la Palestine et Israël ne sont pas seuls en cause. La paix et le développement sont des frères siamois. Après 26 ans d'occupation, l'économie palestinienne est sinistrée. Le PIB per capita représente le sixième du PIB d'un Israélien et le PIB global représente un vingtième du PIB d'Israël (6 milliards de USD). Le secteur agricole contribue pour 30% du PIB contre un petit 8% pour une industrie familiale. Près d'un tiers de la population active (soit 100.000 pour 320.000) est employé en Israël à des conditions salariales frisant l'exploitation pure et simple. Quant aux infrastructures, elles sont délabrées. En outre, les territoires occupés constituent un marché captif achetant à Israël près de 88% de ses besoins et y écoulant près de 75% du total de ses exportations. De sorte que l'occupation est devenue une affaire juteuse, puisque l'excédent commercial israélien avec les territoires occupés a été chronique, oscillant entre 500 et 900 millions de dollars. Dans ces conditions, la paix qui s'annonce sera sans lendemain si elle n'apporte pas avec elle le développement.

Depuis la réunion des donateurs organisée à Washington le 1er octobre, sous l'égide de la Banque mondiale, on a maintenant une idée des sommes promises. Elles se situent entre 500 et 700 millions de dollars. L'Union européenne a promis 500 millions d'ECU sur 5 ans en aides sur le budget et en prêts de la BEI. Ce ne sont que des promesses. De multiples problèmes ont surgi entre-temps quant à la coordination de cette aide, quant à l'identification des projets prioritaires, quant au contrôle des dépenses, quant à l'autorité palestinienne d'exécution.

L'aide de la Communauté internationale est indispensable pendant la première période pour mettre en place les infrastructures de base. Elle ne saurait être durable. Il va falloir donc compter sur l'effort que fournira tout le peuple palestinien.

Celui-ci dispose de ressources humaines qualifiées mais dispersées et les ressources financières privées ne lui font pas défaut mais c'est un capital émigré. Le défi, pour l'autorité palestinienne, consistera à mobiliser et les unes et les autres. Mais, pour relever ce défi, il faut compter sur une administration libérée des tares du népotisme et du clanisme, un arsenal juridique qui garantit la liberté des personnes et la sécurité des capitaux investis. Mais, surtout, il faut faire en sorte que le processus de paix, inauguré à Madrid en 1991 et confirmé à Washington le 13 septembre 1993, débouche sur un Etat palestinien indépendant et souverain. Extrait d'un article paru dans L'ECHO du 10/11 novembre 1993.

Peace and Development : Siamese Twins

There is an annoying tendency in Europe to deal with Middle-East affairs as if peace between Israel and Palestine was already signed and sealed. That is to go much too fast, cutting corners. Arafat and Rabin signed « a declaration of principle on the interim arrangements for autonomy », but peace is only a commitment, a promise, a dream at the moment.

In the context of a complete peace package, Israel and Palestine are not the only ones involved. Peace and development are siamese twins. After 26 years of occupation, the Palestinian economy is a disaster area. The GDP per capita is one sixth of that of an Israeli and the total GDP is one twentieth of that of Israel. Agriculture represents 30% of GDP and family industry another 8%. Almost one third of the active population (some 100,000 out of 300,000) are employed in Israel on wages that come close to pure and simple exploitation. As for infrastructure, it is in a state of collapse. Furthermore, the occupied territories are a captive market buying almost 88% of its needs from Israel and selling nearly 75% of its exports there. The occupation has thus become a juicy affair as the Israeli commercial surplus with the occupied territories has become chronic, varying between \$500 and \$900 million. Under such conditions, there will be no tomorrow for the peace settlement if it does not also bring development.

Since the meeting of donors organised in Washington on 1 October by the World Bank, we have an idea of the sums promised. They are between \$500 and \$700 million. The European Union promised 500 million ECU over five years with budgetary grants and EIB loans. This is just promise. Numerous problems have meanwhile sprung up concerning the coordination of this aid, as regards the identification of priority projects, the control of spending and the Palestinian executive body.

The aid of the international community is indispensable during this first period in order to put into place the basic infrastructures. This cannot last a long time. One therefore needs to count on the efforts that the whole Palestinian people will give as well.

This people has to hand qualified but dispersed human resources and private financial resources are not lacking, but are principally expatriated. The challenge for the Palestinian authority will be to mobilise both these resources. But, to rise to this challenge one needs an administration freed from the blemishes of nepotism and clanism, a legal arsenal which guarantees the freedom of people and guarantees security of invested capital. But above all one needs to make sure that the peace process inaugurated in Madrid in 1991 and confirmed in Washington on 13 September 1993 results in an independent and sovereign Palestinian State.

Bichara Khader

Professeur à Louvain-la-Neuve

Extract from an article published in L'ECHO
on 10/11 November 1993

